

# l'Opinion

## 3 - Supprimer les niches fiscales

C'est une idée qui revient régulièrement sur la table. A gauche, comme à droite. Plutôt classé à gauche, l'économiste Philippe Aghion est favorable à une remise à plat de toutes les niches (il y en aurait près de 500 en France), avec une suppression des plus onéreuses. A droite, Philippe Marini, le rapporteur général (UMP) de la Commission des finances du Sénat milite aussi depuis des années pour faire table rase. Il estime que l'Etat pourrait ainsi récupérer 220 milliards d'euros. Chaque année, la Cour des comptes étrille quelques poches fiscales, qui ne profitent qu'à une poignée d'*happy few*. Parmi elles, les placements outre-mer, comme le Girardin dont le coût pour l'Etat est estimé à 1,23 milliard d'euros en 2012. « Une niche ne sert qu'à organiser la paix sociale », assure Jean-Philippe Delsol, avocat fiscaliste. Si l'administrateur du très libéral l'Institut de recherche économique et fiscale (Iref) demande d'en finir avec les niches, c'est en contrepartie de l'instauration d'un niveau très bas d'imposition du revenu, mais appliqué à tous les Français. Son *think tank* a calculé que si on imposait avec un taux à 2% tous ceux qui gagnent 8 000 euros annuels, et à 15% ceux qui sont au-dessus, cela rapporterait 58 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat, soit plus d'argent qu'aujourd'hui. Cette idée d'un impôt à taux unique ou presque dite « flat tax » fait son chemin. La Russie l'a adoptée en 2001. D'autres pays de l'ancien bloc de l'Est également, avant de revenir à plus de progressivité.